

La société américaine en marche

LES FEMMES ET LA POLITIQUE



La société américaine en marche

LES FEMMES ET LA POLITIQUE

Introduction

Le bouleversement sismique du rôle de la femme	1
Trois politiciennes face au verdict des urnes	3
• les femmes doivent prendre part au processus politique	
• grâce à son travail acharné...	
• la meilleure revanche est de réussir	
L'apprentissage par l'action	9
Les pionnières du judiciaire	11
La soif de justice sociale et d'égalité	13
Formatrices de politiciennes	15
• La ligue des électrices préparent les femmes qui veulent entrer en politique	
• Divers programmes préparent les femmes à courir le « marathon électoral »	

Couverture : Deepa Iyer (au centre) pendant une manifestation de SAALT pour la réforme de l'immigration (Photo offerte par South Asian Americans Leading Together (SAALT)) Voir son histoire à la page 13.



Introduction

Dès que son réveil sonne, l'Américaine moyenne, à l'instar des femmes de beaucoup d'autres pays, doit faire face à une myriade de responsabilités et de tracas, allant de la qualité de l'enseignement dispensé à ses enfants à sa liberté de marcher dans les rues de son quartier en toute tranquillité, en passant par la stabilité des revenus familiaux.

En revanche, la plupart des femmes ne se préoccupent pas outre mesure des effets qu'ont sur leur existence les lois et règlements adoptés par les pouvoirs publics. Beaucoup ne se rendent pas compte qu'elles sont capables d'améliorer leurs conditions de vie, ainsi que celles de leur famille et de leur collectivité, soit en briguant un poste électif soit en participant à des activités politiques et civiques. Or, pour qu'une démocratie fonctionne correctement, notamment en vue d'améliorer l'existence de la population, il est nécessaire que les voix des femmes se fassent entendre au plan politique et que soient renversés les obstacles à leur participation.

La présente publication présente des récits de femmes persuadées qu'elles pouvaient exercer une influence bénéfique en participant à la vie

politique et civique du pays, et qui se sont mises en devoir de le tenter. Il ne s'agit pas de femmes célèbres comme Mme Hillary Clinton, ni de femmes qui sont parvenues à la magistrature suprême d'un État, telles les présidentes Michelle Bachelet (Chili) ou Ellen Johnson Sirleaf (Libéria), mais de femmes qui, tout comme ces dernières, ont surmonté des obstacles pour arriver là où elles sont aujourd'hui. Ce faisant, elles ont accumulé de l'expérience en matière de candidature à un poste électif et de prise de décisions politiques, et du savoir-faire en vue d'inciter les élus à soutenir leur cause.

Nous espérons que ces témoignages inspireront les femmes qui les liront à s'impliquer au sein de leur collectivité, voire à l'échelle nationale. Ainsi que le déclare Carol Hunstein, présidente de la Cour suprême de l'État de Géorgie et l'un des modèles présentés dans cette publication, « il importe, en vérité, que les femmes servent leur société (...), elles ont quelque chose à lui offrir ».

Aux États-Unis, non seulement beaucoup de femmes votent, mais elles sont nombreuses à assurer le bon déroulement technique du scrutin. Ici, Judy Wittkop explique les règles lors d'une réunion à Le Mars (Iowa), le 3 janvier 2008. (© AP Images)

LE BOULEVERSEMENT SISMIQUE DU RÔLE DE LA FEMME

Par Jane Morse



Selon Kathleen Hall Jamieson, ancienne doyenne de l'école Annenberg de communications de l'université de Pennsylvanie, la façon dont sont perçues les relations entre les femmes et le pouvoir a connu un bouleversement de proportion « sismique ».

En 1995, Mme Jamieson a publié un ouvrage intitulé *Beyond the Double Bind : Women and Leadership*, dans lequel elle décrivait les obstacles auxquels se heurtaient les femmes qui s'aventuraient au-delà de la sphère traditionnelle du foyer et de la famille.

Elle y citait des cas de femmes politiques qui avaient des difficultés à diffuser ou à faire respecter leurs idées, qui étaient vues comme limitées à des « questions féminines » et qui étaient perçues comme incapables de remporter une élection. « L'histoire de la culture occidentale regorge de pièges tendus aux femmes afin de limiter leurs choix. »

Mais l'histoire récente est différente.

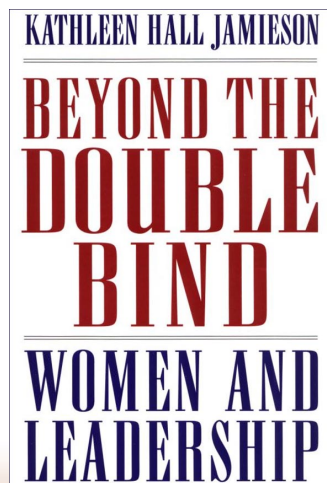
« Depuis que j'ai écrit ce livre, de plus en plus de femmes accèdent aux plus hautes fonctions de leur État », a dit Mme Jamieson lors d'un entretien accordé à l'USINFO. De plus en plus d'Américaines, par exemple, sont gouverneures, siègent au Congrès,

dirigent des ministères ou de grandes organisations philanthropiques, ou encore enseignent dans les universités. « Elles ont toutes donné des preuves de leur compétence. »

« De plus, elles offrent toutes au public l'occasion d'observer comment les femmes dirigent. Depuis que j'ai écrit *Beyond the Double Bind*, notre culture a beaucoup changé et, aujourd'hui, une candidate à la présidence a des chances d'être prise au sérieux. »

Selon elle, c'est grâce au mouvement féministe que le public a pris conscience qu'il existait des femmes compétentes que l'on empêchait d'accéder à des postes importants.

Mme Jamieson a toutefois reconnu qu'il ne suffisait pas de porter des femmes au pouvoir pour résoudre tous les problèmes. « Il y a des moments où les femmes peuvent avoir une influence différente parce qu'elles ont été mère, qu'elles se sont occupées de parents âgés, qu'elles ont été victime de discrimination (...) toute cette expérience vécue peut faire une différence » dans la façon dont elles exercent le pouvoir.



Kathleen Hall Jamieson, professeur et femme de lettres. (Photo offerte par l'université de Pennsylvanie) Ci-dessous, son livre, Beyond the Double Bind: Women and Leadership.



Elle a en outre souligné que d'autres pays faisaient encore plus que les États-Unis pour porter les femmes au pouvoir. « En observant les pays dirigés par les femmes, les Américaines devraient se rassurer et se dire que le tour des États-Unis viendra forcément. »

« Je pense que l'émancipation des femmes est trop lente, mais que les progrès sont réguliers et durables. On ne peut qu'espérer que dans les nombreux pays où l'oppression est épuisante et abrutissante, le progrès sera plus rapide et plus solide que par le passé. »

Les 16 sénatrices de la 110 législature : (1^e rangée) Claire McCaskill, Dianne Feinstein, Maria Cantwell, Lisa Murkowski et Olympia Snowe; (2^e rangée) Blanche Lincoln, Kay Bailey Hutchison, Barbara Boxer, Hillary Rodham Clinton, Mary Landrieu, Debbie Stabenow, Susan Collins, Barbara Mikulski, Elizabeth Dole, Amy Klobuchar et Patty Murray. (Photo offerte par le Sénat des É.-U.)

Trois politiciennes face au verdict des urnes

Par Jane Morse

Il faut du courage et de la détermination pour percer dans la politique et briguer un poste d'élue. L'USINFO se penche sur l'expérience de trois femmes on ne peut plus différentes qui l'ont fait et qui ont gagné.

Cet article est le premier d'une série de trois articles concernant des femmes qui assument leur premier mandat à l'Assemblée générale du Maryland.

Les femmes doivent prendre part au processus politique

Pour Joseline Pena-Melnyk, la route conduisant à la chambre des députés du Maryland a été semée d'embûches, mais les défis ne lui font pas peur.

Elle n'avait que huit ans lorsqu'elle quitta la République dominicaine en 1974 pour venir s'installer aux États-Unis. Sa mère, sa jeune sœur et elle ne parlaient guère l'anglais et le père les avait abandonnées. La mère a beaucoup peiné pour subvenir aux besoins de la petite famille et la sœur a succombé à l'attrait exercé par la rue, a eu le premier de ses quatre enfants alors qu'elle était adolescente, et la violence liée à la drogue a tué le père de ses deux premiers enfants.

Ces adversités ont poussé Joseline Pena-Melnyk à travailler d'arrache-pied. Première de sa famille à obtenir un diplôme universitaire, elle a poursuivi ses études pour devenir avocate. Elle a par la suite



épousé Markian Melnyk qu'elle avait connu à la faculté de droit et s'est installée en banlieue de Washington.

Avec ses trois jeunes enfants et le temps qu'elle consacrait aux activités communautaires, la vie de Joseline Pena-Melnyk était déjà bien remplie, mais elle voulait avoir plus de possibilités afin de véritablement changer le cours des choses. En 2003, elle se lança dans la politique et fut élue au conseil municipal de College Park, Maryland, où elle habite.

Lorsqu'elle fut réélue à un second mandat, elle avait eu l'occasion de nouer des liens avec des politiciens au niveau de l'État et s'était rendu compte que leur travail était assez semblable au sien. Ainsi, quand le député représentant sa circonscription décida de ne pas se représenter et de prendre sa retraite, elle prit la décision de briguer son siège à l'Assemblée générale du Maryland. Cette Assemblée se réunit chaque année pendant 90 jours pour décider des quelque 2.300 projets de lois qui lui sont soumis, notamment du budget annuel de l'État. Elle comprend 47 sénateurs et 141 députés.

Joseline Pena-Melnyk espérait que le sénateur et les deux députés en poste représentant sa circonscription l'auraient placée sur leur liste. Elle était tout à fait qualifiée. Outre le fait d'être avocate et d'avoir siégé au conseil municipal, elle parlait espagnol. La population de Latino-Américains dans la circonscription était en croissance et elle était

très proche de la communauté, ayant été membre du conseil d'administration de « Casa de Maryland », un organisme sans but lucratif se vouant aux services sociaux.

Mais, s'est-elle souvenue à l'occasion d'une interview à l'USINFO, « ils choisirent de mettre sur la liste un jeune homme qui avait travaillé pendant un temps pour le président du Sénat du Maryland, un Blanc qui avait du piston. Il m'a donc fallu me présenter par mes propres moyens. »

Elle a vite compris que c'était là une entreprise coûteuse. « J'ai dû mettre près de 30.000 dollars de ma poche, et je ne suis pas riche. J'ai dépensé 7.000 dollars rien que pour des pancartes », a-t-elle expliqué. Les amis, la famille et les autres partisans ont mis leurs efforts en commun pour recueillir 40.000 dollars supplémentaires.



Et d'ajouter : « Ce fut difficile, car personne, que ce soit du côté du parti démocrate ou des élus, ne voulait faire un chèque pour moi car ils ne pensaient pas que je pouvais gagner. C'est très dur lorsque vous ne faites pas partie du club. »

Les efforts déployés au niveau local peuvent cependant obtenir de bons résultats. Des retraités bénévoles ont été embrigadés pour les appels téléphoniques ; un imprimeur a posté les lettres de sollicitation de fonds ; un groupe de six fidèles supporters s'est réuni tous les dimanches pour préparer la stratégie de campagne.

« Mes trois enfants - mes jumelles de 7 ans et mon garçon de 8 ans - étaient dès 6 heures du matin au coin de la rue à agiter des pancartes. C'était une affaire de famille : ils croyaient en moi ; mon mari croyait en moi », a-t-elle expliqué.

Au bout du compte, d'importants journaux finirent par lui accorder leur appui et Joseline Peña-Melnyk a remporté l'élection de novembre 2006. Elle a assumé ses nouvelles fonctions en janvier 2007.

À son ordre du jour figurent la question du financement d'un vaccin contre le cancer du col de l'utérus pour les filles inscrites dans les écoles du Maryland, celle d'une assurance-maladie pour les quelque 800.000 personnes qui n'en ont pas dans le Maryland, et du financement d'associations pour filles et garçons dans sa circonscription qui compte environ 110.000 personnes.

À la question de savoir quels conseils elle donnerait aux femmes qui, dans le monde, n'ont pas les mêmes libertés que leurs consœurs américaines, Joseline Peña-Melnyk a répondu : « Je leur dirais : Faites du bruit, contredisez-les ; allez de l'avant pour changer les choses (...) ça vaut la peine. »

« Je pense que beaucoup de gens ne prennent pas très au sérieux leur devoir civique. C'est important de rester informé, de voter, de prendre part au processus, d'avoir une voix. Il ne faut pas tout simplement se plaindre ; il faut essayer de pousser au changement », a conclu cette Américaine d'origine étrangère naturalisée en 1983.

Page précédente : ci-dessus, Joseline Peña-Melnyk. (Photo offerte par Joseline Peña-Melnyk.) Cette page : Joseline Peña-Melnyk avec sa famille, à leur demeure de Collège Park (Maryland) (Photo offerte par Joseline Peña-Melnyk)

Grâce à son travail acharné et à l'appui de ses amis, une novice perce en politique

C'est au prix d'une persévérance à toute épreuve et grâce à un solide réseau d'amis que Gerron Levi a réalisé le rêve de sa vie : accéder à un poste électif.

En novembre 2006, Mme Levi a vaincu le candidat sortant pour remporter un siège de déléguée à l'Assemblée générale de l'État du Maryland, représentant sa circonscription, le comté du Prince George. L'Assemblée générale du Maryland compte 141 délégués et 47 sénateurs ; durant sa session annuelle de 90 jours, elle examine plus de 2.300 projets de loi, dont le collectif budgétaire de l'État.

« J'ai toujours aspiré à un siège d'élu », a déclaré Mme Levi à l'USINFO. « Mais je ne savais pas exactement comment m'y prendre. Je n'avais guère de contacts au sein du parti (démocrate) de ma circonscription ; en fait je n'en avais aucun. »

Néanmoins, sur les exhortations de ses amis, elle a fini par organiser, en décembre 2005, sa première « assemblée communautaire » en vue d'annoncer sa candidature au siège de délégué du comté.

« Le plus gros obstacle, pour moi, a été tout simplement de me faire connaître, a-t-elle dit. C'est la pierre d'achoppement de tout nouveau candidat : faire connaître son nom et diffuser son message à un nombre suffisant de gens. »

Ces deux impératifs exigent, bien sûr, des fonds.



« L'argent est primordial : il en faut pour faire du publiposting, pour organiser des réunions, pour rencontrer du monde », a dit Mme Levi. Elle a commencé par obtenir des contributions de membres de sa famille, de ses amis et de ses collègues de bureau (juriste de formation, elle était directrice adjointe du département législatif de l'AFL-CIO, la grande fédération syndicale qui compte plus de 50 organisations nationales et internationales), si bien qu'en janvier 2006 elle avait réuni 38.000 dollars et, à la fin de la campagne, ce montant avait dépassé 70.000 dollars.

À la fin de mars 2006, Mme Levi avait posté à plus de 30.000 électeurs des lettres d'information sur elle-même et sur ses objectifs politiques. Au cours de sa campagne, la plupart des électeurs ont reçu au moins cinq lettres d'elle. Elle parcourait les quartiers, frappait aux portes et se présentait personnellement aux électeurs. On pense qu'elle en a rencontré plus de 8.000. Elle a participé à d'innombrables manifestations publiques et organisé des activités de collecte de contributions. « C'est ainsi que j'ai pu me faire connaître suffisamment pour remporter l'élection : en somme, j'ai travaillé plus que mes concurrents », a résumé la déléguée.



Mme Levi, la candidate novice, attribue sa victoire inattendue au puissant soutien moral de deux tantes et à l'appui sans faille d'un grand nombre d'amis.

« Quand je me suis préparée à déclarer ma candidature, mes amis

ont fait des choses stupéfiantes. Beaucoup m'ont donné d'énormes sommes d'argent, ils m'ont ouvert la porte de leur maison, leurs actions ont dépassé tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. Je leur dois donc beaucoup, et c'est l'une des raisons qui me poussent à m'acquitter de mon mieux de mes responsabilités en restant fidèle à mes convictions. »

Au nombre de ses ambitions figurent l'amélioration du système scolaire du comté, notamment la réalisation d'une certaine parité entre les élèves afro-américains et les élèves blancs au niveau des résultats scolaires, et la lutte contre la criminalité. Mme Levi est particulièrement fière d'un projet de loi en faveur duquel elle a beaucoup milité, visant à réduire l'absentéisme scolaire, qu'elle considère comme « un premier petit délit » qui risque de conduire à des crimes plus graves. Elle a également travaillé sans relâche à impliquer les parents et les associations locales dans les activités et l'administration des écoles de leur quartier.

« À mon avis, il est très important que les femmes s'intéressent à la politique », a déclaré Mme Levi à l'USINFO. « Il importe qu'elles s'unissent avec d'autres femmes de même sensibilité politique pour former des associations qui les aideront à poursuivre leurs objectifs. Il est tellement difficile de percer lorsqu'on est seule. »

La meilleure revanche est de réussir

Mme Barbara Robinson a connu un parcours non exempt de peines : outre un beau-père violent et une mère alcoolique, elle a vécu également les misères de la pauvreté et du sans-abrisme, les abus sexuels et le viol, et la cruauté de la discrimination raciale.

Toute son enfance, on lui a dit qu'elle ne ferait rien de sa vie, a-t-elle expliqué à l'USINFO.

Mais, contre toute attente, elle a parvenu à se forger des carrières dans les domaines de la fonction publique, du commerce et, tout récemment, de la politique.



« J'avais tant à prouver aux gens autour de moi ; que j'étais aussi méritante que toute autre personne », a dit Mme Robinson. « Finalement, la meilleure revanche est de réussir. »

Cette réussite ne s'est toutefois pas matérialisée du jour au lendemain. Malgré une enfance difficile à une époque où la ségrégation raciale était encore imposée en Géorgie, État du sud du pays, elle réussit cependant à obtenir son diplôme de lycée avec les honneurs académiques. Une bourse universitaire lui permit de s'échapper du foyer dysfonctionnel de sa famille et de commencer ses études à Baltimore, dans l'État du Maryland. Mais après cinq mois seulement, elle se trouva obligée de les abandonner, enceinte du premier des cinq enfants qu'elle aurait avec l'homme qui allait être son époux pendant quarante-six ans. Néanmoins, elle était déterminée à reprendre et à achever un jour ses études.

Il lui fallut dix-huit ans pour obtenir son premier diplôme universitaire. Elle passait des mois à travailler pour mettre de côté une somme destinée

Page précédente : ci-dessus, Gerron Levi. (Photo offerte par Gerron Levi). Ci-dessous, Gerron Levi en compagnie de Joseline Peña-Melnyk à sa gauche, applaudit à l'adoption d'un projet de loi d'aide aux propriétaires de logements. (Photo offerte par le Baltimore Sun Company, Inc., Tous droits réservés.) Cette page : Barbara Robinson (Photo offerte par Barbara Robinson).

aux frais de scolarité. Puis elle reprenait ses études aussi longtemps que possible, et une fois ses économies dépensées, elle cherchait à nouveau du travail. Son époux, qui n'a jamais terminé ses études au lycée, se sentait menacé par l'ambition de sa femme.

« Une fois, il a défoncé la porte de notre chambre pour s'emparer de mes livres de classe et les mettre en miettes », a-t-elle confié. « Finalement, je lui ai fait comprendre que je tenais à obtenir mon diplôme, avec ou sans lui... et que quoi qu'il puisse faire, je ne changerais pas d'avis. » Son mari fini par céder, et devint éventuellement fier de ses accomplissements.

Dans les HLM où elle vivait, Mme Robinson ne reçut guère de soutien ou d'encouragement de la part de ses proches ; les « gens de la rue » qui vivaient autour d'elle ont d'ailleurs exprimé leur mépris envers les efforts qu'elle faisait pour progresser. Malheureusement, ce n'est pas non plus chez ses camarades de classe qu'elle trouva des affinités consolantes, étant donné qu'ils étaient issus de milieux sociaux beaucoup plus privilégiés.

« J'étais toute seule », a-t-elle déclaré. « Il a fallu que je me crée ma propre place, et c'est ce que j'ai fait. »

Outre son premier diplôme, Mme Robinson obtint aussi une maîtrise en administration de justice criminelle. Elle devint la première femme et la première Afro-Américaine à tenir dans les tribunaux de l'État du Maryland les postes d'administratrice en chef de la direction de la circulation automobile, d'administratrice adjointe du tribunal d'instance du Maryland et d'administratrice adjointe de la Cour Suprême de circuit du Maryland.

En 1985, elle créa sa propre entreprise, nommée Strategies, Tactics, and Results Associates, Inc., (ou « Stratégies, tactiques et résultats »). Appelée également STAR, cette société est célèbre aujourd'hui pour son travail en matière de ressources humaines, de formation et de transports. Cinq ans plus tard, elle fonda « SelfPride Incorporated », une association à but non lucratif qui fournit aux individus atteints de troubles du développement des locaux résidentiels en communauté et des soins sociaux 24 heures sur 24, et aux anciens érémites des occasions de trouver un emploi.

Mais malgré tout ce qu'elle avait réussi à faire, Mme Robinson restait frustrée devant le racisme qu'elle considérait comme systémique et qui bloquait encore un grand nombre des entrepreneurs issus de minorités ethniques aux États-Unis. Elle décida donc de transformer le système en partant « de l'intérieur vers l'extérieur ». C'est ainsi qu'elle se proposa comme candidate à l'élection législative de l'Assemblée générale de l'État du Maryland en 2006. Les 47 sénateurs et 141 représentants élus par les 47 circonscriptions électorales s'assemblent tous les ans pendant 90 jours et examinent 2.300 projets de lois, y compris le budget annuel de l'État.

Mme Robinson s'est retrouvée l'une de 19 candidats à l'un des trois postes de représentant de Baltimore. « Ils étaient plus jeunes que moi mais avaient plus d'expérience politique », a-t-elle confié. Lors d'une de ses premières allocutions publiques en présence de ses adversaires, elle « a été prise d'angoisse » et sa voix s'est mise à trembler. Mais elle s'est souvenue qu'il s'agissait de « l'ancienne combattante Barbara Robinson dans l'arène... Si je suis venue jusqu'ici, c'est pour gagner. »





À un âge où la plupart des femmes prennent leur retraite pour jouer avec leurs petits-enfants, Mme Robinson a engagé les siens, ainsi que leurs parents, à travailler à sa campagne électorale, qu'elle finança de ses propres fonds. « Mes amis m'ont aidée... Je me suis retrouvée avec une équipe de 30 bénévoles qui faisaient le travail de 300. » Avec leur aide, elle frappa à toutes les portes des quartiers que ses adversaires avaient choisi d'éviter.

Et c'est ainsi que Mme Robinson remporta l'élection.

« Je n'ai reçu l'investiture de personne », a-t-elle dit. « Je ne devais rien aux intérêts particuliers... Je représentais uniquement les électeurs, et j'en étais vraiment heureuse. »

Finissant la première année de son mandat de quatre ans, Mme Robinson a déclaré que ses buts principaux sont « d'assurer un partage équitable du marché pour les petites entreprises et pour les entreprises fondées par des femmes ou des membres de minorités ethniques, et d'assurer que ces individus disposent des mêmes possibilités de diversifier leur commerce que les entrepreneurs masculins ou non minoritaires ».

Bénéficiant de ce qu'elle appelle « la sagesse des sexagénaires », Mme Robinson a conclu avec fierté : « J'ai 69 ans, et encore beaucoup à faire ».

Page précédente : le logo de Self Pride, une ONG fondée par Mme Robinson. Cette page : quelques-unes des 61 législatrices de l'Assemblée du Maryland, lors de leur réunion de 2007. (Mark Odell)

L'apprentissage par l'action

Par **Michelle Austein**

En tant que maire d'une petite municipalité, Candace Watkins a eu de rudes défis à relever.

Pendant qu'elle exerçait son mandat de maire de Covington, ville du sud-est de la Louisiane de quelque 9.600 habitants située à environ 70 kilomètres de La Nouvelle-Orléans, le cyclone Katrina s'est abattu sur la commune en août 2005 et la mairie a été incendiée en septembre 2006.

Ces événements, quoique très éprouvants, ont ouvert de nouvelles possibilités à Mme Watkins ainsi qu'à sa ville.

Les vents de tempête de Katrina ont balayé Covington et répandu près d'un demi-million de mètres cubes de débris sur toute la ville. De nombreuses maisons ont été gravement endommagées, dont celle de la maire, qui a dû passer 13 mois dans un dortoir avec sa famille en attendant que les réparations soient effectuées.

La reconstruction et le déblaiement après la tempête, dit Mme Watkins, « ont été une occasion de répondre à l'appel et de montrer aux gens ce dont [la ville] était capable. Ce fut un effort collectif, précise-t-elle ; j'ai simplement eu la chance de me trouver au poste de commandement à ce moment-là. »

Katrina a permis à Mme Watkins de constater à quel point elle savait faire face aux crises, dit-elle : « Les gens vous diront qu'ils ont vraiment



vu un changement en moi. Je suis devenue une dirigeante bien plus forte du fait de ces circonstances. »

« Quand vous avez des responsabilités de direction, ce n'est pas le genre de choses que vous souhaitez voir se produire, explique Mme Watkins. Mais quelle extraordinaire possibilité de montrer aux gens ce que l'on sait faire ! Cela m'a vraiment permis de me montrer à la hauteur des événements et de démontrer mes capacités. »

L'incendie de la mairie, qui a rendu inutilisables plusieurs bureaux de l'administration municipale et des services de police, a offert une autre occasion à la municipalité, en ce qu'il a encouragé les dirigeants à chercher de nouveaux locaux administratifs, les anciens se trouvant dans un bâtiment qui avait besoin d'être rénové. La municipalité analyse actuellement la proposition de Mme Watkins d'acheter les bâtiments d'une entreprise de distribution de boissons et d'en faire un centre administratif.

Mme Watkins a fait face à divers défis depuis le début de sa carrière politique. Éluë en 2003, elle est devenue la première femme et le premier républicain à diriger la ville.

En raison d'une récession dans les années 1980, Mme Watkins et son mari, qui ont trois enfants à nourrir, ont tous deux perdu leur emploi.

Obligée de prendre un nouveau départ sur le marché du travail, Mme Watkins a trouvé de multiples emplois

au fil des ans et a fini par accepter un poste de directrice de l'urbanisation du centre-ville de Covington. C'est là qu'elle a fait ses premières armes dans l'administration municipale.



« J'adore la fonction publique, dit Mme Watkins. Dans tous mes emplois, il y a toujours eu une part de service aux clients et c'est cela que j'aime vraiment. »

Après quatre ans en tant que responsable de l'urbanisation du centre-ville, explique-t-elle, « je voulais vraiment avancer dans la carrière et le seul poste à plein temps d'un niveau hiérarchique supérieur était celui de maire. Donc je me suis présentée aux élections. »

Mais cela n'a pas été sans mal.

Pour pouvoir être candidate, Mme Watkins a dû quitter son poste dans les services municipaux. Elle a accepté un emploi dans une banque locale, à condition qu'elle puisse mener sa campagne tout en travaillant. Mais après avoir commencé à travailler, elle s'est fait dire qu'elle ne pouvait pas accepter de contributions à sa campagne.

Sans contributions, Mme Watkins n'avait pas les moyens de faire campagne.

« J'étais totalement à plat », raconte Mme Watkins qui annonça à son mari qu'il n'était plus question qu'elle se présente aux élections. Mais celui-ci l'encouragea alors à quitter son emploi, malgré les doutes qu'elle avait sur la situation financière de la famille, réduite à un seul salaire, en lui disant : « Nous sommes tous impliqués en tant que groupe. » Et, note Mme Watkins, sa famille lui apporta un grand soutien alors qu'elle était sans travail pendant l'année que dura la campagne.

Les prospectus électoraux montraient Mme Watkins sous un parapluie, avec le slogan « En route pour la mairie, sous le soleil comme sous la pluie ». Et ce ne fut pas qu'un slogan : Mme Watkins se rendit à pied, de maison en maison dans toute la ville. Selon ses estimations, elle sonna à la porte de 2.500 des 3.500 maisons de Covington. « Et le temps a été très pluvieux cette année-là », signale-t-elle.

« Nous avons axé la campagne sur les gens, dit-elle, beaucoup plus que sur moi, sur les gens et sur ce qu'ils voulaient. »

Mme Watkins a été élue par l'une des plus fortes majorités qu'ait connues la ville en une soixantaine d'années. Elle a battu ses quatre concurrents, hommes, dont le fils d'un ancien maire qui avait dirigé la municipalité pendant 24 ans.

Elle a été réélue en 2007, mais en raison de la limite du nombre des mandats, elle ne pourra plus faire acte de candidature à la mairie et elle n'a pas l'intention de se présenter à un autre poste. « Il n'y a pas beaucoup d'autres fonctions qui m'intéressent, dit Mme Watkins. J'aime celles-ci parce que je suis responsable du bien-être d'une localité que j'aime vraiment beaucoup. »

Mme Watkins veut rester active au sein de sa communauté. Elle note que l'implication dans les affaires publiques et le bénévolat « sont comme une drogue et vous donnent un extraordinaire sentiment d'euphorie. »

Page précédente : ci-dessus, Candace Watkins. (Sophisticated Woman Magazine.) Ci-dessous, les dommages causés par le cyclone Katrina au logement de Candace Watkins. (Photo offerte par Candace Watkins.) Cette page : après le passage du cyclone Katrina, les habitants de Covington campent dehors dans l'attente de services sociaux essentiels. (Paul Richards/AFP/Getty Images)

Les pionnières du judiciaire

Par Michelle Austein

S'il a fallu longtemps pour que cela devienne une réalité aux États-Unis, aujourd'hui il n'est pas rare que des femmes servent auprès des instances juridiques les plus élevées du pays, un parcours souvent semé d'embûches pour nombre d'entre elles.

« La composition de la magistrature américaine est désormais bien différente de ce qu'elle était lorsque je suis devenue juge auprès de cette cour, alors que tous les juges étaient des hommes blancs », fait remarquer Mme Leah Ward Sears, présidente de la Cour suprême de Géorgie, ajoutant : « L'Amérique d'alors n'a rien à voir avec celle d'aujourd'hui. »

Née en Allemagne durant l'affectation de son père en tant qu'officier dans ce pays, Mme Sears fut surprise lorsqu'elle s'installa aux États-Unis en 1955 et découvrit que les Afro-Américains avaient bien du mal à obtenir les mêmes droits que le reste de la population. Et c'est son observation de l'application des grands arrêts adoptés à l'époque par les tribunaux en ce qui concerne les droits civils qui est à l'origine de sa décision de faire des études de droit.

« C'est toujours un peu difficile d'être la première », souligne cette magistrate qui elle-même a souvent été la première durant sa carrière d'avocate et de juge : première femme et personne la plus jeune nommée à la Cour suprême de Géorgie en 1992 et première femme à remporter une élection à l'échelle de cet État. En 2005, elle est devenue la première Afro-Américaine à assumer les fonctions de présidente de la Cour suprême de Géorgie.



« J'ai dû me battre pour me faire accepter. Ce n'est pas en étant agressive que j'y suis parvenue. J'ai tout simplement travaillé dur », se rappelle-t-elle.

Mme Patricia Timmons-Goodson, juge à la Cour suprême de Caroline du Nord, a elle aussi souvent été la première, qu'il s'agisse de la première personne de sa famille à faire des études de droit ou de la première Afro-Américaine à être juge auprès du tribunal le plus élevé de Caroline du Nord.

« Certains de mes ancêtres étaient tout aussi intelligents que je pense l'être, mais pour eux, les possibilités d'emprunter une voie conduisant à une carrière semblable n'existaient pas », souligne-t-elle.

Elle a choisi la loi comme profession, dit-elle, parce que « lorsque les gens ont des problèmes, c'est à un avocat qu'ils s'adressent », une observation qui a suscité sa passion jadis et qui la soutient encore aujourd'hui.

La voie qui a conduit Mme Carol Hunstein au poste de numéro deux à la Cour suprême de Géorgie est tout à fait différente.

Ayant contracté la poliomyélite à deux ans et passé une bonne partie de sa jeunesse à lutter contre le cancer des os, elle vit son cancer en rémission réapparaître alors qu'elle avait 22 ans et élevait seule un enfant. Les médecins qui procédèrent à l'amputation de sa jambe affectée lui donnèrent à peu près un an à vivre. Elle n'abandonna pas la lutte pour autant.

Malgré toutes ses difficultés et une bataille constante pour joindre les deux



bouts, elle réussit à obtenir une bourse pour faire des études universitaires et finança ses études de droit avec les subsides versés par gouvernement après le décès de son ancien mari.

« Je ne m’imaginai jamais pouvoir devenir juge. Toutes les étapes franchies en cours de route furent une heureuse surprise », déclare-t-elle.

Lorsqu’elle exerçait son métier d’avocate, il lui arrivait d’avoir le sentiment que le juge président à l’affaire ne la traitait pas de façon équitable. L’un d’eux l’a même appelée « petite dame » lors d’une audience, un qualificatif qu’elle n’a guère apprécié, le trouvant abusif aussi bien pour elle que pour ses clients.

« Je me suis dit que je pouvais faire preuve de plus de professionnalisme que lui », explique-t-elle, et c’est la raison pour laquelle, en 1984, elle brigua sa première élection de juge.

Dans au moins 35 États des États-Unis, les juges sont élus par le peuple. Chaque État a établi ses propres critères pour régir ces élections et, si dans certains États les juges représentent le parti politique dont ils sont membres, dans d’autres, ils n’ont pas besoin de déclarer leur affiliation.

« Faire preuve d’humilité est indissociable de la conduite d’une campagne où chacun a une voix », explique Mme Timmons-Goodson, soulignant l’énergie, le temps et les déplacements nécessaires à une telle entreprise qui, au bout du compte, révèle des horizons insoupçonnés.

On s’attend à ce que les juges soient des personnes rationnelles et impartiales, autant de qualités qui parfois rendent difficile la conduite d’une campagne électorale par ces derniers.

« La loi est notre maître et, lorsque nous faisons campagne, nous ne nous comportons pas en politiciens. Lorsque je suis candidate à une

élection, je fais très attention à ne pas promettre aux gens quelque chose en contrepartie de leur vote », souligne Mme Sears.

« Je ne suis pas l’obligée des gens qui contribuent à ma campagne », insiste Mme Hunstein qui, d’ailleurs, s’est récusée dans une affaire dans laquelle l’un de ses donateurs était impliqué.

Les trois femmes s’accordent à dire que leur expérience de magistrate a été à la fois « difficile » et « satisfaisante ».

« Les juges prennent des décisions très pénibles qui ont d’énormes conséquences sur la vie des gens, leurs finances, leurs biens, leur avenir, leur famille, leurs enfants. Ce sont des décisions très importantes pour les gens avec lesquels nous avons affaire », déclare Mme Hunstein.

Certaines qualités sont indispensables pour être l’un des juges siégeant auprès d’un tribunal de grande instance, précise Mme Timmons-Goodson. En effet, étant donné que les décisions font intervenir l’ensemble des juges, il leur est nécessaire de faire preuve de civilité, d’être en mesure de s’entendre avec d’autres, de savoir être à l’écoute, de pouvoir s’exprimer facilement, de savoir comment et quand transiger et, l’exposition d’idées diverses étant cruciale, l’apport des femmes a une portée incontestable car ces dernières offrent souvent des points de vue bien différents de ceux des hommes.

« Il est très important que les femmes assument des fonctions d’élues pour pouvoir être considérées sur un pied d’égalité avec les hommes. Nous en valons la peine », fait valoir Mme Hunstein.

Page précédente : ci-dessus, Leah Ward Sears. (Photo offerte par Georgia Trend.) Ci-dessous, Carol Hunstein. (Photo offerte par Stetsib University College of Law.) Cette page : ci-dessus, Patricia Timmons-Goodson. (Photo offerte par Patricia Timmons-Goodson.)

La soif de justice sociale et d'égalité

Par **Lea M. Terhune**

Deepa Iyer n'avait que douze ans lorsqu'elle a quitté son Inde natale pour s'installer avec sa famille dans l'État du Kentucky. Ce changement brutal d'horizon, épreuve difficile pour toute jeune fille de cet âge, ne l'a pas empêchée d'effectuer un parcours brillant, jusqu'à devenir aujourd'hui la directrice générale d'une association de plus en plus influente d'aide juridique aux personnes originaires de l'Asie méridionale, appelée South Asian American Leaders of Tomorrow (SAALT).

Mme Iyer doit sa réussite à une combinaison de facteurs, notamment son travail acharné, des occasions se présentant à point nommé et l'aide de personnes dont l'influence déterminante devait contribuer à façonner en elle une certaine idée de la démocratie. Juriste de formation, elle se consacre désormais à la promotion de cet idéal, sans se laisser nullement freiner par sa situation en tant que femme et membre d'un groupe ethnique minoritaire. Elle a milité en faveur de l'adoption d'importantes propositions de loi en matière de droits civiques, elle a été appelée devant des commissions parlementaires pour donner son avis d'experte en immigration et elle n'a de cesse de renseigner les immigrés sur leurs droits.

« Mon action au sein d'une association telle que SAALT et ma foi en ma mission d'engagement civique et politique me viennent, du moins en partie, de la période d'adaptation que j'ai traversée et de certaines expériences que j'ai vécues, comme d'autres membres de ma famille », a-t-elle dit, précisant que ces expériences, sans être traumatisantes, lui avaient parfois fait ressentir une cer-



taine marginalisation, un certain isolement au sein de la société américaine.

On lui a notamment appliqué des stéréotypes liés à l'origine indienne de sa famille et à sa manière de parler l'anglais, idées préconçues dont d'autres immigrés ont pu souffrir également et qui ont aiguillonné son désir de se joindre à un mouvement aux États-Unis qui fasse progresser la justice sociale et l'égalité.

« Telle est en effet la promesse de ce pays, du fait de son étonnante diversité en matière de race, d'origine nationale et dans tant d'autres domaines, et cette promesse tient au fait que nous possédons tous les mêmes droits, les mêmes avantages et les mêmes privilèges accordés par la Constitution », a déclaré Mme Iyer. Pourtant, si les possibilités de justice sociale sont vastes aux États-Unis, « celle-ci doit se gagner au prix d'un combat qui semble parfois devenir toujours plus ardu ».

L'avocate s'en souvient encore : c'est une courte présentation sur l'immigration à l'université Notre-Dame, dans l'Indiana, où elle faisait son droit, qui a éveillé son intérêt pour ce sujet et qui lui a fourni des informations sur les problèmes en jeu, juridiques notamment. Embauchée par un cabinet d'avocats d'Indianapolis une fois son diplôme obtenu, elle l'a quitté assez rapidement pour un poste à l'Asian American Justice Center, cabinet spécialisé dans l'aide juridique aux personnes d'origine asiatique, où elle s'est rendu compte de la nécessité de promouvoir cette cause dans les arènes gouvernementale et législative ainsi qu'à l'échelle locale. Puis, pendant plusieurs années, elle a ex-



ercé devant des tribunaux en tant qu'avocate au sein du service des droits civiques du ministère de la justice, acquérant ainsi une expérience pratique fort utile. Elle a cependant quitté ce poste dans l'année qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001, « du fait, principalement, qu'il m'était difficile de rester au ministère de la justice alors que le gouvernement prenait des mesures tellement défavorables » à certains groupes minoritaires.

Devenue directrice du service juridique de l'Asian Pacific American Legal Resource Center de la région de Washington, Mme Iyer s'est associée à une coalition qui a réussi à faire adopter par la municipalité de Washington une loi rendant obligatoire la traduction de documents et formulaires divers en plusieurs langues et instituant un service d'interpréariat.

Depuis 2004, l'année de son entrée à SAALT comme directrice générale, Mme Iyer s'emploie à promouvoir des programmes destinés à renseigner les immigrants sur leurs droits et sur les principaux sujets qui les intéressent. À cette fin, SAALT organise des réunions publiques et divers autres types de manifestation dont la cadence s'est accélérée depuis la percée du dossier de l'immigration

comme l'une des grandes questions en jeu dans le cadre de la campagne électorale de 2008.

Lors d'une déposition qu'elle a faite en mai 2007 devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de la réforme des lois sur l'immigration, la directrice de SAALT a plaidé en faveur de la mise en place d'un dispositif qui permettrait aux travailleurs immigrés de s'intégrer de manière légale et d'acquérir à terme le statut de résident permanent.

Du fait que par « immigré » on entend aussi bien les citoyens naturalisés, les titulaires d'une catégorie spéciale de visa et les sans-papiers, « je ne pense pas que l'engagement ou la participation civique se limite au droit de vote et à la citoyenneté, a-t-elle dit. On n'a pas besoin d'être citoyen d'un pays pour s'y sentir lié, pour sentir qu'on appartient à une certaine société humaine. »

C'est ainsi que la défense des droits civiques est devenue la passion de Deepa Iyer : « J'ai eu la chance de découvrir très tôt ma vocation et de pouvoir suivre un parcours qui m'a permis de la réaliser. »

Page précédente : ci-dessus, Deepa Iyer. (Photo offerte par Deepa Iyer.) Cette page : des membres de SAALT lors d'une conférence régionale. (Photo offerte par SAALT.)

Formatrices de politiciennes

Par Jane Morse

La Ligue des électrices prépare les femmes qui veulent entrer en politique

La Ligue des électrices ne considère pas qu'offrir aux femmes une formation pour qu'elles fassent de la politique entre véritablement dans le cadre de sa mission, mais il n'est pas rare que, pour celles qui en sont membres, une telle formation constitue un excellent tremplin.

C'est ce qu'a cherché à souligner à l'USINFO Mme Mary Wilson, présidente actuelle de l'organisation, à l'occasion d'une récente interview. « Nous sommes là pour aider les femmes à mieux s'informer en matière de politique », a-t-elle déclaré, de manière qu'elles fassent meilleure connaissance avec les responsables élus et apprennent comment les affaires publiques sont gérées.

« Ayant une bien meilleure idée de la tâche qui incombe à ces derniers, elles s'intéressent de plus près à la



politique, et nombreuses sont celles qui finissent par se dire qu'elles aussi seraient capables de l'accomplir, qu'elles aussi pourraient changer le cours des choses si elles assumaient une fonction d'éluë », a précisé Mme Wilson.

La Ligue ne tient pas de statistiques à propos du nombre de ses membres qui briguent un poste électif, a indiqué Mme Wilson, précisant néanmoins que Mme Dianne Feinstein, sénatrice de Californie, avait dit publiquement que c'était la Ligue qui lui avait donné son goût pour la politique.

Créée en 1920, peu de temps après que les femmes des États-Unis eurent remporté la bataille qu'elles menaient depuis 70 ans pour obtenir le droit de vote, la Ligue ne s'est jamais affiliée à aucun parti politique. Son objectif reste de « faire en sorte que la démocratie serve les intérêts de tous, de veiller à ce que les électeurs aient toutes les informations dont ils ont besoin, et d'influencer la politique en défendant certaines causes qui lui sont chères ».



De l'avis de Mme Wilson, c'est son caractère « décentralisé » qui fait la force de la Ligue qui compte 900 sections dispersées aux quatre coins des 50 États, dans le District de Colombie (la ville de Washington), à Porto-Rico, aux îles Vierges et même à Hongkong.

Pour ne pas perdre sa pertinence, la Ligue se sert des outils du XXI^e siècle et notamment de l'Internet où sont affichés par exemple des guides à l'intention des électeurs, tant au niveau régional que local.

« Il y a un an, juste avant les élections de novembre 2006, nous avons lancé le site Vote411.org, qui offre un vaste éventail de services et où les Américains, où qu'ils se trouvent, peuvent trouver la réponse à leurs questions, par exemple vérifier l'emplacement du bureau de vote lié à leur adresse », a expliqué Mme Wilson, exprimant son souhait d'obtenir des fonds supplémentaires auprès des fondations pour que davantage de personnes puissent accéder à ce site en prévision de l'élection présidentielle de 2008.

Tout au long de la période conduisant aux élections primaires et de la campagne pour l'élection présidentielle, la Ligue posera des questions aux candidats à la présidence et affichera leurs réponses sur le site Vote411.org, a précisé Mme Wilson. Si certains membres du personnel de la Ligue sont

rémunérés, celle-ci compte surtout sur des bénévoles - un avantage qui se raréfie étant donné que de plus en plus de femmes travaillent aujourd'hui hors du foyer et que ce ne sont pas les occasions de faire du bénévolat qui manquent.

« Pourtant, il me plaît à dire que depuis un an environ, la Ligue des électrices a réussi à maintenir le nombre de ses membres au même niveau. Nous

avons aussi lancé une vaste campagne de recrutement. Le rôle de la Ligue est d'avoir toutes les informations dont les gens ont besoin pour participer à la vie civique de leur communauté, de leur État, de leur nation », a souligné Mme Wilson, ajoutant que l'organisation s'efforçait de

recruter des membres à partir d'une base démographique plus large, notamment des retraités énergiques, des étudiants et même des hommes.

« Nous voulons que l'organisation continue à être tout aussi pertinente qu'elle l'a été au cours des 87 dernières années », a fait valoir Mme Wilson.

S'il existe réellement un « fossé des sexes » aux États-Unis, il est particulièrement profond quant à



Page précédente : ci-dessus, Mary Wilson. (Photo offerte par la Ligue des électrices) ; ci-dessous, des représentantes de la Ligue des électrices en train de rédiger et d'imprimer des dépêches de presse, sur le trottoir, pendant la campagne de 1920. (Hutton Archive/Getty Images). Cette page : des membres de la Ligue prêtes à aider des électrices à l'extérieur d'un bureau de vote de Pensacola (Floride) en 2004. (© AP Images)

la question de la confiance en soi, et surtout celle qui pousse les individus à faire acte de candidature à un poste électif.

Divers programmes préparent les femmes à courir le « marathon électoral »

« Les femmes ont tendance à croire qu'elles doivent être parfaitement préparées », a déclaré Mme Jean Sinzdak, directrice de projet auprès du Program for Women Public Officials (Programme pour l'avancement des femmes dans des postes électifs), parrainé par l'université de Rutgers dans l'État du New Jersey.

« Rien n'empêche un homme de se réveiller un beau matin et de se dire : "Aujourd'hui, pourquoi ne pas essayer de me faire élire au Congrès des États-Unis ?". Les femmes, par contre, se diront plutôt : "Il faudrait que j'apprenne comment me faire élire au Congrès" », a expliqué Mme Sinzdak à l'USINFO.

Afin d'encourager plus de femmes à faire les premiers pas vers une carrière politique, l'association nationale Center for American Women and Politics (CAWP), (Centre pour les femmes américaines et la politique), également basée à l'université Rutgers, a mis au point un programme de formation intitulé Ready to Run (Prêtes pour la course).

Offert une fois par an, ce programme apolitique dure un jour seulement et représente donc une sorte de cours intensif qui vise à enseigner aux femmes comment se positionner pour démarrer une carrière politique, comment lancer une campagne électorale, comment se comporter lors des entretiens médiatiques, et comment organiser des appels de collecte de fonds.

Le programme « Prêtes pour la course » a été

créé il y a dix ans, lorsque l'association CAWP a conclu que le New Jersey figurait régulièrement parmi les dix derniers États américains sur le plan du nombre de représentantes et autres responsables

du sexe féminin occupant des postes officiels au sein du gouvernement. Or, selon Mme Sinzdak, le programme « Prêtes pour la course » semble avoir amélioré la situation : le New Jersey s'est hissé à la quinzième place à l'échelle nationale.

« Lors de la dernière élection qui a eu lieu cette année, chacun des postes de représentant au Congrès de l'État du New Jersey a été contesté. Il s'est avéré qu'un nombre record de femmes y ont été élues », a déclaré Mme Sinzdak. « Et plus d'un quart de nos nouvelles représentantes sont d'anciennes participantes au programme "Prêtes pour la course". »

L'encouragement des femmes minoritaires

Bien que la plupart des quelque 850 participantes au programme « Prêtes pour la course » soient originaires du New Jersey, la formation attire des femmes venues d'à travers le pays et de tous âges, a affirmé Mme Sinzdak.

Récemment, le programme s'est penché de plus près sur la situation des femmes minoritaires, c'est-à-dire les femmes hispaniques, afro-américaines et d'origine asiatique.

Selon Mme Sinzdak, les comités de direction qui ont été créés pour chacun de ces groupes ont conclu que toutes les femmes se heurtaient à certains obstacles communs, notamment qu'elles devaient être invitées, voire poussées à se présenter aux élections, et qu'elles avaient peur de faire le





premier pas toutes seules. Par contre, a précisé Mme Sinzduk, les femmes appartenant à ces trois groupes ont tendance à diverger quant à leur niveau d'expérience politique.

Selon Mme Sinzduk, les femmes afro-américaines bénéficient déjà d'une forte présence dans l'arène politique. Les données recueillies par l'association CAWP indiquent qu'en octobre 2007, 12 des 87 représentantes au Congrès des États-Unis étaient afro-américaines et que sur les 1.734 représentantes élues aux assemblées des États fédérés, il y en avait 231.

Les femmes afro-américaines peuvent profiter du programme *Run Sister Run* (Cours, ma sœur, cours) créé cette année par le groupe CAWP pour encourager les Afro-Américaines à se lancer dans la politique.

Quant aux femmes hispaniques, elles percent lentement mais sûrement dans le monde de la

politique américaine. Selon l'association CAWP, il y a actuellement 7 représentantes « latinas » au Congrès et 71 occupent des postes dans les assemblées des États fédérés.

« Pour les Latinas, a expliqué Mme Sinzduk, une des questions les plus importantes est de trouver un terrain d'entente en dépit des différences culturelles ; une femme sud-américaine n'a pas forcément beaucoup en commun avec une femme cubaine. Elles cherchent aujourd'hui à développer une voix unie. »

Election Latina, le programme créé il y a quatre ans par le groupe CAWP pour les femmes hispaniques, a pour mission de répondre à ce besoin.

Page précédente : ci-dessus, Jean Sinzduk. Cette page : des participantes de Ready to Run causent avec des spécialistes lors d'une session récente. (Photo offerte par le Centre pour les femmes dans la politique (CAWP), Ready to Run)

Les immigrantes originaires de l'Asie du Sud, quant à elles, arrivent en masse au New Jersey, où elles ont réussi à s'immiscer dans les secteurs du commerce et d'autres professions, mais très peu ont choisi de se lancer dans la politique.

Au Congrès national, il n'y a que 2 représentantes asiatiques, et 30 seulement ont été élues aux assemblées des États fédérés.

Au vu de ces chiffres, l'association CAWP a créé le programme *Rising Stars : Educating Asian American Women for Politics* (Étoiles montantes : la formation des femmes asio-américaines à la politique). Cette formation, qui vise spécifiquement les femmes d'origine asiatique, a eu lieu le 16 mars, à la veille du cours général de Prêtes pour la course.

Environ 40 femmes asiatiques ont participé au programme et ont, ainsi, eu l'occasion d'entendre des discours prononcés par des femmes d'origine asiatique occupant des postes élus ou nommés dans le gouvernement américain, ou ayant une expérience professionnelle dans les campagnes électorales.

« À la suite des discours, plusieurs participantes sont venues me dire : "C'est merveilleux ! Je ne vois jamais de femmes asiatiques dans le monde de la politique !" », a ajouté Mme Sznak.

Selon la directrice, un des aspects les plus valorisants des programmes spécifiques aux femmes minoritaires est qu'ils leur donnent « l'occasion de rencontrer d'autres femmes qui leur ressemblent, et d'y trouver des conseillères, des sources d'inspiration ».

La conférence générale de 2008 se tiendra le 15 mars ; les conférences correspondant aux programmes *Run Sister Run*, *Election Latina* et *Rising Star* auront lieu la veille.

D'autres programmes de formation

Il existe d'autres institutions qui offrent des formations pour les femmes désireuses de s'engager dans une carrière politique. Le programme « Go Run » (Prenez la course !), par exemple, a été fondé en 2005 par une association apolitique à but non lucratif consacrée à l'avancement des femmes dans des rôles dirigeants appelée The White House Project (le Projet de la Maison-Blanche).

D'autres programmes ont été créés avec des buts plus spécifiques ; le groupe Susan B. Anthony List est apolitique mais appuie les politiciennes qui s'opposent à l'avortement, à la différence de l'association Women's Campaign Forum (Forum des campagnes des femmes), également apolitique mais qui soutient les candidates qui prônent le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Directeur de la publication : George Clack
Directrice adjointe : Mildred Solá Neely
Rédactrices d'America.gov : Michelle Austein,
Jane Morse, Lea Terhune
Documentaliste : Anita Green
Maquette : Tim Brown
Photographies : Maggie Johnson Sliker
Bureau des programmes d'information internationale
Département d'État des États-Unis
<http://www.america.gov/>